

Social :

Au centre des impôts

Cri de détresse syndicaliste contre les baisses d'effectifs

L'intersyndicale des finances publiques était présente hier matin devant le centre des impôts. Ses membres dénoncent les baisses d'effectifs au niveau national et la situation à Longwy, où un tiers des postes n'est pas pourvu.



Vous êtes en grève ? », interpelle un quidam souhaitant se rendre au centre des impôts.

« Non, nous sommes là pour renseigner les usagers », répondent les personnes devant le site. Celui-ci est paré des banderoles des quatre syndicats qui ont mené l'action ce lundi matin : CFDT, Solidaires, FO et CGT.

Tous dénoncent les baisses drastiques des services dans les centres d'impôts, et les problèmes qui vont de pair.

«Les fonctionnaires ont des difficultés à satisfaire les contribuables et ces derniers grognent contre les temps d'attente», fustigent de concert Franck Stocker (CGT), Sylvain Collin (CFDT), Patrick Duhem (Solidaires) et Jean-Louis Szatmari (FO).

Et pourquoi le choix de Longwy ?

« La situation ici est emblématique. Il devrait y avoir 44 postes mais seuls 30 sont occupés. Cela pose le problème de la pérennité du site. »

Pourtant, chaque année, le centre accueille quelque 40 000 personnes.

Des chiffres à mettre en perspective avec ceux de Nancy qui reçoit environ 56 000 contribuables.

« Ici, il y a moins de foyers imposables et donc, l'administration considère qu'il y a besoin de moins de monde.

Elle oublie que nous sommes dans un secteur frontalier et que, du coup, les demandes sont plus importantes et nécessitent souvent un traitement plus long », constatent les membres de l'intersyndicale.

Le manque d'effectifs, avec un tiers des postes non pourvu, a, d'ailleurs, poussé le personnel local à rédiger une pétition signée par l'ensemble des fonctionnaires à l'exception de deux.

Services de proximité

Si Longwy a été choisie symboliquement, les syndicats dénoncent la situation à l'échelon national et départemental.

« Nous avons perdu plus de 30 000 postes en dix ans. Sur trois départs en retraite, un seul est remplacé. Cela pose le problème du service public de proximité ! »

Ils se sont émus de la situation auprès du secrétaire d'État au Budget, Christian Eckert.

« Nous lui avons écrit une lettre ouverte le 21 avril, mais nous n'avons toujours pas eu de réponse. Elle est restée lettre morte », déplorent les quatre hommes qui, au passage, égratignent sa politique :

« En tant que député, il affichait la volonté de maintenir les services de proximité et là, en tant que ministre, il réduit les budgets et, par conséquent, le nombre de postes ».

Ils ont également fait part de leurs doléances à la sénatrice Évelyne Didier et au député-maire de la Ville, Jean-Marc Fournel.

Conséquence directe du manque d'effectifs à Longwy, le centre des impôts est dorénavant fermé au public les vendredis après-midi.

Stéphane Malnory.

Républicain Lorrain, le 12 mai 2015
Edition de Longwy